

ce soit ; que chaque homme réussisse suivant son propre mérite.

Donnez vingt-cinq pour cent au fabricant sur ses produits et vingt pour cent au cultivateur sur ses grains, et où en serez-vous ? Le prix des aliments haussera, l'ouvrier demandera de plus forts gages, et il y aura équilibre.

Ces tarifs ne proviennent que de l'ignorance enracinée des gens.

Je ne parle pas en faveur de ce gouvernement ou d'un parti quelconque, je parle en faveur d'un principe philosophique, sans lequel cette nation ne parviendra jamais à rien. Nous devons obéir aux lois de la nature et du commerce, si nous voulons réussir en quoi que ce soit.

M. MACDONNELL (Inverness)—On a dit que les députés des provinces maritimes avaient essayé d'influencer le gouvernement dans le choix d'une politique fiscale. Quant à moi—et j'ai été très heureux d'entendre l'honorable député de Halifax faire la même déclaration—je n'ai eu aucune influence sur le gouvernement à ce sujet. L'on ne m'a rien demandé, et je n'ai pas jugé à propos de faire part au gouvernement de mes opinions sur ce sujet.

Je regrette que cette accusation ait été portée, car, à mon idée, rien qui ressemble à une influence induite ne devrait être exercée par aucune section de la Confédération. Je crois que si chaque député se considérait comme représentant toute la Confédération, et non pas une seule partie en particulier, cela contribuerait beaucoup à l'harmonie et à prospérité futures du pays.

Supposons que nous nous soyons rendus en députation auprès du gouvernement comme représentant certains intérêts dans le pays, et que dans les couloirs et chambres de comité, nous ayons demandé une législation spéciale en faveur d'une certaine classe ou d'une certaine section, les autres honorables députés ne se seraient-ils pas cru tenus de prendre des moyens pour déjouer une semblable manœuvre. J'admets que les députés des provinces maritimes sont presque tous libres échangistes, parce qu'ils croient que ce principe rendra justice aux divers intérêts du Canada.

Perry, l'économiste politique des Etats-Unis, a dit qu'en principe nulle législature ne pouvait être protection-

niste. à moins que ce ne fût aux instances de certains intérêts particuliers.

Il y a longtemps qu'on ne croit plus à la théorie de la protection.

L'Angleterre ne doit pas son état de prospérité à la protection. En 1826, elle commença la fabrication des soieries. Le tarif fut alors réduit de dix chelins à cinq chelins par livre sur les soieries étrangères, et beaucoup plus sur la matière première, et les soieries devinrent, par ce fait, l'un des principaux produits de l'Angleterre. En 1860, elle abolit le dernier vestige du tarif sur les soieries, alors qu'elle pouvait en exporter pour dix millions de piastres.

L'on prétend que c'est la protection qui a fait les Etats-Unis ce qu'ils sont aujourd'hui, mais je dis, moi, qu'elle les a ruinés. A quelle époque ce pays était-il le plus prospère ? C'était en 1790, alors que le tarif était des moins élevés, et que la moyenne des impôts n'était que de 11½ pour cent.

Jamais les Etats-Unis ne furent aussi prospères qu'à cette époque.

Que signifie la protection ? Pour être de quelque utilité, il faut qu'elle soit différentielle. Si toutes les industries d'un pays sont protégées, nulles ne le sont. C'est le principe établi par les économistes politiques, et qui sera compris par tous ceux qui étudieront quelque peu le sujet. Tout ce qui est différentiel est partial, tout ce qui est partial est injuste ; et, en conséquence la protection est injuste.

Je soutiens que la protection n'a d'autre but que d'enrichir le riche et d'appauvrir le pauvre. Tout ce qui restreint le commerce et y oppose quelque obstacle enchérit les produits—amène la cherté et la rareté.

Et que signifie rareté ? Le pauvre a besoin et ne peut acheter ; le riche, lui, peut acheter ce qu'il désire. L'abondance est un bienfait pour le pauvre, et le libre échange donne l'abondance.

L'on nous dit que les Américains font du Canada un marché à sacrifice. Si des marchandises nous sont vendues à moitié prix, n'est-ce pas un avantage pour le pays ? Si des cargaisons de marchandises nous étaient données gratis, la population en souffrirait-elle ? Cela ne produirait-il pas l'abondance ? Or donc, et j'espère qu'il ne s'en trouvera pas un seul parmi les honorables députés qui osera le nier, les